



Capital One Financial Corporation
Code de conduite professionnelle et d'éthique



Lettre du président et chef de la direction de Capital One

À tous les associés,

Pour être reconnue comme l'une des institutions financières les plus prospères et les plus fiables du monde, nous devons continuer à nous comporter dans le respect des normes de franchise et d'équité les plus élevées, aussi bien en tant qu'organisation qu'en tant que personnes. Nos valeurs fondamentales (*Excellence et Faire ce qu'il faut*) symbolisent notre engagement envers des pratiques commerciales éthiques et inspirent notre culture et les décisions que nous prenons tous les jours.

De plus, notre Code de conduite professionnelle et d'éthique (le « Code ») précise nos responsabilités à titre d'associés. Chacun de nous a un rôle à jouer pour établir et maintenir notre marque et notre réputation de niveau international. En respectant le Code, vous contribuez à appuyer nos valeurs et à faire en sorte que Capital One soit reconnue pour ses normes les plus élevées, son intégrité et son professionnalisme.

Notre Code constitue plus qu'un ensemble de directives sur les choses « à faire et à ne pas faire ». Il fournit des renseignements pratiques et des ressources qui nous aident à améliorer nos relations avec nos clients, entre nous et avec toutes les personnes qui favorisent la réussite de Capital One.

Notre engagement à vivre nos valeurs et à nous conformer à nos normes exigeantes en matière d'intégrité et de professionnalisme est essentiel pour bâtir une entreprise excellente à long terme. Tous nos intervenants, que ce soit nos clients, nos communautés, nos organismes de réglementation ou nos actionnaires, ne s'attendent à rien de moins de notre part. Je sollicite votre engagement et votre appui constants pour satisfaire à tous nos engagements en matière d'éthique et pour respecter nos valeurs tous les jours à Capital One.

Cordialement,

Richard D. Fairbank
Président et chef de la direction
Capital One Financial Corporation

Table des matières

Ressources à votre disposition pour vous aider	1
I Comprendre le Code de conduite	4
II Gestion des renseignements de Capital One	8
III Prévention des conflits d'intérêts	14
IV Déroulement de nos affaires	21
V Travailler ensemble	27

Ressources à votre disposition pour vous aider

Le Code de conduite professionnelle et d'éthique décrit les principes généraux qui guident la conduite de Capital One et de nos associés. Il traite de sujets importants couverts dans d'autres politiques de Capital One, notamment les conflits d'intérêts, les occasions au sein de l'entreprise, la confidentialité, les pratiques commerciales loyales, la protection et l'utilisation appropriée des actifs de l'entreprise, la conformité aux règles, aux lois et aux règlements et l'obligation de signaler tout comportement illégal ou non éthique. Vous pourrez trouver de plus amples renseignements au sujet de la présente politique, y compris sur la divulgation des conflits d'intérêts et sur les procédures de conformité à la loi américaine sur la corruption bancaire (*Bank Bribery Act*), dans la section sur les politiques de Pulse.

Autres politiques de Capital One citées dans le Code

Politique de lutte contre le blanchiment d'argent (5301)

Politique de gestion de la conformité (5300)

Politique sur la sécurité de l'entreprise (0180)

Politique en matière de ressources humaines (1400)

Politique sur la sécurité de l'information (2701)

Normes relatives à la sécurité de l'information (2701.1.001)

Responsabilités des utilisateurs finaux et norme relative à l'utilisation acceptable (2701.1.002)

Procédures de traitement de l'information (2701.2.001)

Politique sur la continuité des affaires (2702)

Politique relative aux lois sur les valeurs mobilières (0303)

Politique de gestion des tiers (1502)

Norme de conformité à la loi américaine sur la corruption bancaire (*Bank Bribery Act*) et en matière de lutte contre la corruption (0103.1.001)

Norme relative à la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger (*Foreign Corrupt Practices Act*) (5300.1.022)

Vous devez immédiatement signaler toute violation présumée ou potentielle du présent Code, des autres politiques de Capital One ou des lois ou règlements applicables. Si vous n'êtes pas certain de ce que vous devez faire, communiquez avec votre supérieur ou avec l'une des personnes ou ressources ci-dessous.

Où vous adresser pour obtenir de l'aide

<p>ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE – L'assistance téléphonique en matière d'éthique est exploitée par une entreprise externe et est à votre service en tout temps. Les appels ne sont pas enregistrés et vous pouvez garder l'anonymat.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Visitez le https://capitaloneethics.alertline.com/gcs/welcome pour signaler quelque chose par voie électronique; ou par téléphone : ■ États-Unis, Canada et Inde : 1-866-785-9735 ■ Royaume-Uni : 0808-234-7482
<p>Ressources humaines</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ États-Unis (centre des relations avec les associés) : 804-284-6600 ou 1-888-376-8836, option 6 (sans frais) ■ Europe (Centre d'assistance des RH d'Europe) : 0800-952-6100 ■ Canada (conseils en RH, Centre des relations avec les associés) : 416-549-2553
<p>Programme d'éthique de l'entreprise et enquêtes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Renseignements sur le programme d'éthique de l'entreprise dans Pulse : https://pulse.kdc.capitalone.com/community/resources/corporate-ethics ■ EthicsandInvestigations@capitalone.com
<p>Sécurité de l'information <i>Incident lié à la sécurité informatique</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Se produit lors d'une mauvaise utilisation des appareils informatiques pour obtenir un accès non autorisé à des renseignements ■ Par exemple, la transmission d'identifiants d'ouverture de session, l'utilisation non autorisée d'ordinateurs de bureau ou d'ordinateurs portables d'autres employés et l'intrusion dans le réseau ■ Doit être signalé par un courriel contenant des renseignements détaillés à informationsecuritycirt@capitalone.com
<p>Sécurité de l'information <i>Incident lié à la sécurité des données</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Comprend tout événement au cours duquel il est raisonnable de croire que les renseignements personnels d'un client, d'un consommateur ou d'un associé ont été obtenus ou consultés par une personne ou une entreprise non autorisée ■ Par exemple, des renseignements d'un client transmis à un autre client ou des renseignements sensibles trouvés dans les poubelles ■ Doit être signalé à l'aide de l'option « <i>Data Security Event</i> » (incident lié à la sécurité des données) d'Archer (sous « <i>Apps</i> » dans Pulse)
<p>Sécurité internationale <i>Incident lié à la sécurité physique</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Comprend tout incident lié à la sécurité des associés (y compris le vol, le vandalisme, la violence en milieu de travail, les menaces par téléphone ou par courriel et les personnes ou les paquets suspects) ■ Signalez toute préoccupation à l'équipe de la Sécurité

internationale à l'aide de l'application LiveSafe, que vous pouvez télécharger dans l'App Store ou sur Google Play

- À l'aide de votre téléphone de bureau, composez le 8978; au Royaume-Uni, appelez au 455-3333
 - Envoyez un courriel à Global.Security@capitalone.com
 - Visitez la page de la Sécurité internationale dans Pulse : <https://pulse.kdc.capitalone.com/community/resources/global-security>
-

I Comprendre le Code de conduite

Notre engagement envers le Code de conduite

Nous sommes déterminés à respecter les normes personnelles et professionnelles les plus élevées.

Le présent Code de conduite professionnelle et d'éthique est une déclaration de l'engagement de Capital One à respecter, et même dépasser, les exigences des lois et des règlements qui s'appliquent à l'entreprise, ainsi qu'à maintenir sa réputation d'honnêteté, de pratiques commerciales loyales et d'intégrité. En travaillant à Capital One, vous acceptez de respecter ces engagements.

Le Code ne constitue pas un contrat d'emploi et ne modifie pas les modalités de votre emploi, soit un emploi de gré à gré. Il vise à vous aider à faire face à diverses situations. Toutefois, le Code ne peut pas traiter de toutes les situations possibles. Le fait qu'un problème ne soit pas traité de façon particulière dans le Code ne vous exempte pas de votre obligation de maintenir les normes éthiques les plus élevées dans toutes les circonstances.

Aucune disposition du Code ni des politiques citées n'est conçue dans le but de limiter le droit des associés ou de leur interdire de discuter de leurs salaires, de leurs heures de travail et d'autres modalités d'emploi dans le cadre d'une activité concertée protégée ni ne devrait être interprétée ainsi, conformément aux lois relatives au travail.

Application

Le Code s'applique à tous les employés, membres de la direction et membres du conseil d'administration.

Tous les administrateurs, dirigeants et associés, y compris ceux qui travaillent pour l'une des filiales de Capital One dans tous les secteurs d'activité, pays et régions, doivent respecter le Code. Si vous embauchez ou gérez des fournisseurs, des agents, des employés contractuels, des conseillers ou des employés temporaires, consultez la politique de gestion des tiers.

Gouvernance

Le conseil d'administration a la responsabilité d'approuver le Code et tout changement important à celui-ci. Le chef du service de la Conformité est responsable de superviser et de gérer le Code, y compris de fournir des conseils sur la mise en œuvre et la diffusion du Code, d'assurer une constance dans l'application du Code, d'assurer et de superviser l'établissement de normes et de procédures relativement au Code quand cela est nécessaire ou approprié, de fournir des conseils aux responsables des différentes politiques mentionnées dans le Code (à la discrétion des responsables de politiques), et de déterminer et de proposer des modifications importantes au Code quand cela est nécessaire ou approprié, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le chef du service de la Conformité ou son délégué est autorisé à apporter et à approuver des changements mineurs au Code. Les responsables des différentes politiques mentionnées dans le Code peuvent, à leur discrétion, demander conseil au chef du service de la Conformité pour au sujet de certains problèmes.

Dans le cadre de l'exécution de ces responsabilités, le chef du service de la Conformité peut consulter le chef du Contentieux et le Service juridique de l'entreprise pour obtenir de l'expertise supplémentaire en la matière, des avis ou

des conseils supplémentaires. Par exemple, il peut le faire dans des situations qui présentent des risques importants sur le plan de l'éthique, de la réputation ou des questions d'ordre juridique. Le chef du service de la Conformité et le chef du Contentieux ont tous deux l'autorité, selon ce qu'ils jugent nécessaire ou approprié, de consulter le comité exécutif pour des questions relatives au Code.

Toute dérogation au Code pour les membres du conseil d'administration et du comité exécutif doit être approuvée par le conseil d'administration et divulguée rapidement aux actionnaires de Capital One.

Conformité

Tous les associés doivent respecter le présent Code.

Vous avez la responsabilité de vous familiariser avec toutes les dispositions du Code, de les comprendre et de les respecter. L'ignorance du Code ne constitue pas une excuse acceptable pour contrevenir à ses dispositions.

Les gestionnaires de Capital One doivent s'assurer que les personnes qu'ils supervisent respectent le Code. Si vous avez une question ou si vous ne comprenez pas un aspect quelconque du Code, adressez-vous à votre supérieur ou communiquez avec le centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur responsable des RH sur place).

Respectez les autres politiques de Capital One.

Le présent Code doit être lu conjointement avec les autres politiques de Capital One qui s'appliquent à vous. Dans certains cas, les règles d'une autre politique peuvent être plus restrictives que celles présentées dans le Code, ou vice-versa. Dans ces cas, vous devez respecter la règle la plus restrictive.

Respectez les lois et les règlements applicables.

Vous avez la responsabilité de connaître les lois et les règlements qui régissent Capital One, d'agir de bonne foi et de respecter ces lois et règlements. Pour vérifier si une action ou une inaction de votre part contrevient ou non à une loi ou à un règlement, adressez-vous à votre supérieur ou communiquez avec le centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur responsable des RH sur place). Dans certains cas, les lois et les règlements locaux peuvent fixer des normes plus élevées que les règles présentées dans le Code, ou vice-versa. Dans ces cas, vous devez respecter la norme applicable la plus élevée.

Faites preuve de jugement.

Capital One s'attend à ce que vous fassiez preuve de jugement et que vous évitiez toute activité qui pourrait donner l'impression d'être contraire à la loi ou à l'éthique. Avant d'agir, posez-vous les questions suivantes :

- Est-ce la bonne chose à faire?
- Est-ce légal?
- Suis-je autorisé à le faire?
- Est-ce interdit par le Code ou par d'autres politiques applicables?
- Est-ce que je voudrais que cela soit rapporté dans les médias?

Si vous n'êtes pas certain des réponses, arrêtez-vous et demandez conseil à votre supérieur ou à l'une des personnes-ressources répertoriées à la page 2.

Application

Signalez immédiatement toute violation présumée ou potentielle.

Vous devez immédiatement signaler toute violation présumée ou potentielle du présent Code, des autres politiques de Capital One ou des lois ou règlements applicables. Si vous n'êtes pas certain de ce que vous devez faire, adressez-vous à votre supérieur ou à l'une des personnes-ressources répertoriées à la page 2.

Les représailles ou l'omission de signaler des représailles sont interdites.

Capital One interdit toutes représailles contre toute personne qui, de bonne foi, signale des préoccupations ou pose des questions au sujet du présent Code, des autres politiques de Capital One ou des lois ou règlements applicables, y compris, mais non de façon limitative, des préoccupations liées à l'éthique, à la discrimination ou au harcèlement.

Si vous croyez que vous ou une autre personne faites l'objet de représailles, vous devez le signaler à votre supérieur ou au centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur responsable des RH sur place). Capital One accorde une grande importance aux plaintes pour représailles. Les allégations de représailles feront l'objet d'une enquête et des mesures appropriées seront prises. Toute personne qui exerce des représailles fera l'objet de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement.

Traitez l'information avec discernement.

Les renseignements relatifs au signalement d'une violation présumée ou potentielle du présent Code, des autres politiques de Capital One ou des lois et règlements applicables pourraient être sensibles ou confidentiels, et vous devez respecter les instructions données par tout agent de la direction ou enquêteur sur la divulgation ou la gestion de tels renseignements. Capital One accorde une importance incontestable à la protection de l'intégrité des enquêtes. Dans certaines circonstances, Capital One a une raison d'affaires légitime de préserver la confidentialité des renseignements fournis ou discutés lors d'une enquête. Cela comprend les circonstances où un témoin ou un participant à l'enquête pourrait avoir besoin d'une protection contre du harcèlement, de l'intimidation ou des représailles; une preuve pourrait être détruite ou modifiée; un témoignage risque d'être inventé ou modifié; ou des efforts délibérés pourraient viser à dissimuler des faits ou des preuves. Si l'entreprise décide que la confidentialité stricte est nécessaire dans des circonstances présentant de tels problèmes, les associés doivent se conformer à toute directive relative à la confidentialité.

Collaborez aux enquêtes.

Vous devez collaborer pleinement à toute enquête interne ou externe sur une violation présumée ou potentielle du présent Code, des autres politiques de Capital One ou des lois et règlements applicables. Le refus de collaborer et le fait de faire sciemment de fausses déclarations ou d'induire les enquêteurs internes ou externes en erreur constituent un motif de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement. Un tel comportement pourrait également être un acte criminel qui peut entraîner des sanctions sévères.

Non-conformité

La non-conformité peut entraîner le congédiement ou des sanctions civiles et criminelles.

Le Code décrit les responsabilités de tous les associés, mais ne présente pas toutes les attentes en matière de rendement et de conduite. Sous réserve de la loi et des ententes actuelles, la non-conformité au Code, aux autres politiques de Capital One qui s'appliquent à vous, ou aux lois et règlements qui régissent Capital One peut entraîner des mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement. Les violations du Code ou des autres politiques de

Capital One peuvent également constituer des violations de la loi et peuvent entraîner des sanctions civiles et criminelles pour vous, votre supérieur ou Capital One.

II Gestion des renseignements de Capital One

Renseignements sur les clients

Protégez la confidentialité de tous les renseignements sur les clients et les consommateurs.

Nous avons tous la responsabilité de protéger la confidentialité des renseignements que les clients et les consommateurs nous confient. Si vous n'avez pas une raison professionnelle légitime d'accéder à des renseignements sur un client ou un consommateur, ne tentez pas de le faire. Si vous disposez d'un accès légitime, vous devez vous protéger contre la divulgation ou l'utilisation non autorisée réelle ou potentielle de tels renseignements. Si vous devez communiquer des renseignements de Capital One à l'extérieur de l'entreprise à des fins professionnelles, ne donnez que le minimum nécessaire dans le cadre des services commerciaux fournis et faites-le uniquement avec les contrôles et les approbations adéquats (par exemple, le cryptage). Les partenaires extérieurs à qui un accès est accordé ont également la responsabilité de protéger ces renseignements. Vous devriez vous assurer que les partenaires extérieurs sont conscients de cette exigence et de leur obligation à la respecter. Si vous avez besoin d'orientation relativement à vos responsabilités, veuillez consulter le document Responsabilités des utilisateurs finaux et norme sur l'utilisation acceptable ou communiquer avec la boîte aux lettres d'assistance à la sécurité de l'information de projet.

Documents commerciaux et financiers

Assurez l'intégrité des rapports financiers publics de Capital One.

Capital One est déterminée à divulguer en temps opportun de l'information complète, objective, exacte et compréhensible dans les rapports et documents publics déposés ou fournis aux organismes de réglementation, aux actionnaires et au public. Les états et les rapports financiers de Capital One doivent être préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus et présenter de façon juste, à tous égards importants, notre situation financière et les résultats de nos activités. Si vous participez à la préparation de ces rapports, ou si vous la supervisez, vous devez veiller à satisfaire à ces exigences et protéger cette information, car elle est considérée comme confidentielle tant qu'elle n'a pas été rendue publique.

Traitez convenablement tous les renseignements et les dossiers de Capital One.

Vous devez contribuer à faire en sorte que la divulgation de tout renseignement commercial (financier ou autre) soit exacte, complète et faite en temps opportun, sans égard à son format (électronique, papier ou autre). Vous devez :

- enregistrer avec exactitude les éléments suivants (liste non exhaustive) : documents de caisse, coûts, ventes, expéditions, feuilles de présence, coupons, factures, dossiers de paye et d'avantages sociaux, données de test et données réglementaires;
- respecter toutes les lois, exigences comptables externes et procédures internes de présentation des résultats financiers et autres renseignements sur l'entreprise;
- ne jamais faire délibérément une écriture fautive ou trompeuse dans un rapport ou un dossier;
- ne jamais créer de fonds non comptabilisé, à quelque fin que ce soit;
- ne jamais modifier ou détruire les dossiers de Capital One, à l'exception de ce qui est permis par les politiques et les procédures établies;

- ne jamais vendre, acheter ou transférer des actifs de Capital One et ne jamais disposer d'actifs de Capital One sans les autorisations et la documentation appropriées;
- collaborer avec nos vérificateurs internes et externes et ne jamais tenter de les influencer, de les forcer, de les manipuler ou de les tromper;
- ne jamais utiliser, divulguer ou transmettre de renseignements confidentiels commerciaux et financiers sur l'entreprise de façon inappropriée.

Rapportez les heures travaillées avec exactitude.

Capital One est déterminée à respecter toutes les règles et tous les règlements en matière de salaires et d'heures de travail, y compris les lois concernant le salaire minimum, les heures supplémentaires et le travail des enfants. Vous devez consacrer le temps nécessaire à votre travail et utiliser votre temps à bon escient. Si vous devez enregistrer vos heures, faites-le avec exactitude. Vous ne devez jamais laisser un collègue remplir votre feuille de présence à votre place. Pour faire en sorte que tout le travail effectué pour Capital One soit correctement rémunéré, il est essentiel de rapporter et d'enregistrer toutes les heures travaillées avec exactitude, le cas échéant.

Renseignements confidentiels et exclusifs

Protégez tous les renseignements non publics.

Tout renseignement non public, confidentiel et exclusif sur l'entreprise, y compris les renseignements qui pourraient nuire aux activités de Capital One, à nos clients ou à nos associés s'ils étaient divulgués sans autorisation ou qui pourraient être utilisés par nos concurrents, doit être utilisé uniquement aux fins professionnelles de Capital One ou à des fins autorisées par la loi. Ils devraient être transmis uniquement aux personnes qui ont un besoin professionnel légitime de les connaître et l'on ne doit pas les transmettre à quiconque à l'extérieur de Capital One, à moins d'en avoir reçu l'autorisation appropriée. Cela comprend les plans d'affaires ou les stratégies commerciales, les secrets commerciaux, les produits, les modèles et les politiques et pratiques de crédit, et les documents officiels des ressources humaines contenant des renseignements privés sur les employés, comme les numéros d'assurance sociale. La divulgation de tels renseignements peut avoir des répercussions négatives non seulement sur la confiance des clients et des intervenants, mais aussi sur l'avantage concurrentiel de Capital One, sa situation financière, sa conformité aux lois et réglementations, ses stratégies de croissance et sa marque.

Si vous êtes autorisé à communiquer des renseignements confidentiels et exclusifs de façon sélective à une ou à plusieurs personnes, vous devriez vous assurer qu'elles savent que ces renseignements sont confidentiels et qu'elles s'engagent à les traiter de la sorte. Conformément à la Norme sur la sécurité de l'information et aux procédures de traitement de l'information qui s'y rattachent, prenez les mesures appropriées pour protéger les renseignements que vous transmettez. Selon les circonstances, la divulgation de renseignements confidentiels à des personnes autorisées à l'extérieur de Capital One, y compris à des agents, peut exiger des dispositions particulières au contrat au sujet des obligations en matière de respect de la vie privée, de confidentialité et de sécurité des données. Aucune disposition du présent article ne devrait être interprétée de manière à limiter le droit des associés ou à leur interdire de discuter de leurs salaires, de leurs heures de travail et d'autres modalités d'emploi dans le cadre d'une activité concertée protégée, conformément aux lois relatives au travail. De plus, aucune disposition de la présente section ne devrait être interprétée de manière à limiter le droit des associés ou à leur interdire de fournir légalement des renseignements ou un témoignage à une entité gouvernementale ou réglementaire, de communiquer avec une telle entité ou de participer à une enquête ou une procédure concernant toute allégation de violation d'une loi, d'une règle ou d'un règlement fédéral, provincial ou local.

Déclarations au public ou aux médias

Transmettez les demandes de commentaires publics au nom de Capital One au service des Communications d'entreprise.

Transmettez promptement toutes les demandes des médias de commentaires au nom de Capital One au service des Communications d'entreprise. Ne parlez pas au nom de Capital One à moins d'en avoir reçu l'approbation préalable du service des Communications d'entreprise. Cela comprend les allocutions publiques, les articles, les billets de blogue et les médias sociaux dans lesquels un associé parlerait au nom de l'entreprise ou au sujet de cette dernière. Seules les personnes expressément autorisées à faire des divulgations publiques au nom de Capital One ou au sujet de ses activités peuvent le faire.

Respectez les directives applicables aux médias sociaux.

Les directives d'utilisation des médias sociaux par les associés contiennent des lignes directrices générales sur l'utilisation des sites de médias sociaux. Les normes et lignes directrices de Capital One en matière de médias sociaux

informent les associés sur la manière de créer des pages de médias sociaux et de les utiliser à des fins commerciales « officielles » à Capital One. Ces documents visent à fournir des renseignements utiles sur la façon d'utiliser les médias sociaux tout en vous protégeant et en protégeant l'entreprise des risques en matière de conformité, de respect des lois, d'exploitation et d'atteinte à la réputation.

Droits de propriété intellectuelle

Respectez les droits de propriété intellectuelle.

Comme condition d'emploi à Capital One, vous avez accepté de céder à Capital One tous vos droits, titres et intérêts dans la propriété intellectuelle de Capital One. Toute propriété intellectuelle que vous développez seul ou avec d'autres dans le cadre de votre emploi et qui est en lien direct ou indirect avec Capital One appartient à Capital One. Vous devez également respecter la propriété intellectuelle des tiers. De plus :

- n'apportez pas à Capital One ou n'utilisez pas de renseignements confidentiels provenant de vos employeurs précédents ou de tiers;
- ne téléchargez aucun logiciel sans licence ou non autorisé sur un ordinateur appartenant à Capital One;
- n'acceptez ou n'utilisez aucun renseignement confidentiel provenant d'une autre personne, à moins que cela ne soit autorisé en vertu d'une entente approuvée par le Service juridique;
- connaissez et respectez les lois sur le droit d'auteur et autres lois relatives à la propriété intellectuelle.

Communications électroniques

Utilisez l'équipement convenablement.

L'utilisation des ressources informatiques et de communications de Capital One (comme les téléphones, les assistants numériques personnels, la messagerie vocale, le courriel, les outils de collaboration, la messagerie instantanée et la messagerie texte, les télécopieurs, les téléphones mobiles, les téléavertisseurs, les systèmes et les réseaux informatiques) doit respecter toutes les autres politiques de Capital One, y compris les politiques relatives au harcèlement, à la confidentialité, au droit d'auteur, aux marques de commerce, aux secrets commerciaux, aux brevets, à l'utilisation acceptable et autre propriété intellectuelle. Comme la loi le permet, ces ressources font l'objet de surveillance et vous ne devez pas vous attendre au respect de la vie privée ou de la confidentialité des communications, dossiers ou données créés, envoyés, reçus ou stockés sur tout système, ordinateur ou moyen de communication de Capital One. Tout fournisseur de services qui utilise ces ressources de Capital One consent à fournir à l'entreprise toute communication, tout dossier ou toute donnée créée à l'aide de ces ressources. Vous devriez utiliser les actifs de Capital One principalement à des fins commerciales. Vous pouvez utiliser les actifs de Capital One à des fins personnelles occasionnelles, à condition que cette utilisation soit limitée et raisonnable, qu'elle ne viole pas la loi ou les politiques et les procédures de Capital One et qu'elle n'entre pas en conflit avec l'utilisation de ces actifs, y compris votre temps, ni ne les compromette à des fins commerciales. Même lors de l'utilisation à des fins personnelles occasionnelles, vous ne pouvez pas vous attendre au respect de votre vie privée ou de votre confidentialité.

En plus de la déclaration de confidentialité ci-dessus, Capital One se réserve le droit d'utiliser des caméras de sécurité pour surveiller l'environnement de travail autant à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur des immeubles (par exemple, les stationnements). Capital One a accès à tous les bureaux et espaces de travail sur la propriété de l'entreprise et peut y faire des recherches, y compris, mais non de façon limitative, les bureaux verrouillés ou déverrouillés, les classeurs, les fichiers et les casiers, sans préavis, à des fins professionnelles ou de sécurité et à son entière discrétion. Les employés ne peuvent s'attendre au respect de leur vie privée à cet égard.

Conservation et gestion des dossiers

Conformez-vous à la politique de conservation de l'information.

Capital One a une obligation juridique de gérer la conservation et la destruction de renseignements selon des lignes directrices appropriées et cohérentes. Tout renseignement produit, que ce soit des documents ou des données, peut faire l'objet d'un litige et d'une demande de réglementation. Des pratiques claires et défendables en matière de conservation des renseignements permettent à Capital One de gérer ses dossiers et d'atténuer les risques afin d'éliminer les frais et les dépenses inutiles. Chaque associé, ainsi que la main-d'œuvre qu'il supervise, a en permanence la responsabilité de conserver les dossiers officiels et non officiels et d'en faire le suivi de manière efficace ainsi que de les gérer correctement afin de faciliter la conformité aux lois, aux règlements et aux ordonnances de conservation existants. La politique de conservation de l'information fournit les lignes directrices à suivre pour assurer la conformité. Chaque année, les associés doivent attester leur conformité continue en matière de conservation des dossiers. En outre, les associés qui quittent Capital One ou dont un changement de poste a des répercussions importantes sur les dossiers nécessaires à l'exercice de leurs fonctions doivent consulter leur supérieur avant ce changement afin de s'assurer que les documents en leur possession, y compris les dossiers officiels, sont traités de la façon appropriée, conformément à l'IRP. Les gestionnaires doivent consulter leurs subordonnés directs

qui quittent leurs fonctions pour s'assurer que les documents en leur possession, y compris les dossiers officiels, sont traités de la façon appropriée, conformément à l'IRP. Ces mesures doivent également être prises pour tous les documents, y compris les dossiers officiels, en possession de personnes qui ne sont pas des associés et qui quittent une affectation de travail en tant que personnel externe. Dans la mesure où les dossiers peuvent être soumis à une ordonnance de conservation en cours, les associés doivent recourir à la boîte aux lettres pour les ordonnances de conservation (legalholdmailbox@capitalone.com) afin de garantir le traitement approprié de ces dossiers. Les secteurs d'activité doivent présenter une attestation deux fois par année. Le non-respect de la politique de conservation de l'information obligatoire peut violer les obligations juridiques de Capital One, ce qui pourrait entraîner des sanctions financières importantes, des décisions judiciaires négatives et une atteinte à la réputation, en plus d'autres conséquences négatives.

Respectez les ordonnances de conservation.

Lorsque Capital One a des motifs raisonnables d'envisager d'être concernée par un litige ou qu'elle l'est déjà, le Service juridique émet une « ordonnance de conservation » (*Legal Hold Order*) afin de suspendre la destruction de documents et de renseignements devant être conservés pour régler le litige. Les associés de Capital One sont tenus de lire le courriel de l'entreprise portant sur les ordonnances de conservation, ainsi que toute autre communication ciblée qu'ils reçoivent du Service juridique, et d'empêcher la destruction de tout document ou de tout renseignement faisant l'objet d'une ordonnance de conservation. Le non-respect d'une ordonnance de conservation est non seulement contraire à l'éthique, mais viole également les obligations juridiques de Capital One et peut entraîner des sanctions financières importantes et d'autres décisions judiciaires négatives.

Autres biens et actifs

Utilisez convenablement tous les actifs de Capital One.

Les actifs ou systèmes de Capital One ne devraient jamais être utilisés à des fins illégales ou non autorisées. L'utilisation des fonds de Capital One à des fins autres que celles de Capital One est également interdite. Vous devez éviter tout dommage, vol ou utilisation abusive des actifs de Capital One et vous devez remettre tous les actifs de Capital One en votre possession à la fin de votre emploi.

III Prévention des conflits d'intérêts

Principes généraux

Évitez même l'apparence d'irrégularité.

Vous devez éviter toute activité, tout intérêt ou toute relation qui pourrait compromettre, ou sembler compromettre, votre capacité à agir au mieux des intérêts de Capital One ou de ses clients. Vous ne pouvez tirer aucun avantage personnel de votre poste ou de votre autorité au sein de Capital One, ni adopter un comportement qui peut nuire aux intérêts ou à la réputation de Capital One de quelque façon que ce soit. Aucune disposition du présent article ne devrait être interprétée de manière à limiter le droit des associés ou à leur interdire de participer à des activités de syndicalisation ou d'être affiliés à une organisation syndicale, de discuter de leurs salaires, de leurs heures de travail et d'autres modalités d'emploi dans le cadre d'une activité concertée protégée, ou de participer à une telle activité, conformément aux lois relatives au travail.

Diverses unités commerciales de Capital One ont des politiques particulières au sujet des conflits d'intérêts potentiels. Les administrateurs et les cadres dirigeants font l'objet d'exigences supplémentaires. Vous devez connaître et respecter toutes les politiques qui s'appliquent à vous. Comme il est impossible de décrire tous les conflits potentiels, Capital One compte sur votre engagement à faire preuve de jugement, à demander conseil au besoin et à respecter les normes éthiques les plus élevées dans le cadre de vos affaires personnelles et professionnelles.

Pour de plus amples renseignements sur le traitement des conflits d'intérêts potentiels, consultez la procédure de divulgation d'un conflit d'intérêts.

Blanchiment d'argent et contrebande

Ne participez à aucune activité de blanchiment d'argent ou de contrebande.

Capital One ne tolère pas, ne facilite pas et n'appuie pas le blanchiment d'argent ou la contrebande et aide les gouvernements à prévenir toute activité illégale touchant ses produits. Le blanchiment d'argent est le processus par lequel des personnes ou des entités tentent de dissimuler des fonds illicites, de brouiller la provenance de fonds ou de faire en sorte que la source de fonds illicites semble légitime. La contrebande est le commerce illégal de biens. La participation à de telles manœuvres frauduleuses, le fait d'aider ou de conseiller d'autres personnes qui participent à de telles manœuvres frauduleuses, de faire de l'obstruction ou d'informer un tiers d'une enquête à ce sujet peuvent constituer une infraction criminelle. Pour de plus amples renseignements, consultez la politique contre le blanchiment d'argent.

Transactions d'initiés et divulgation de renseignements privilégiés

Ne participez pas à des transactions d'initiés et ne divulguez pas de renseignements privilégiés.

Capital One ne tolérera ni n'excusera aucune violation aux lois sur les transactions d'initié. En général, ces lois interdisent d'acheter ou de vendre des actions de toute société faisant appel à l'épargne publique, y compris Capital One, lorsque vous disposez de renseignements importants qui n'ont pas été divulgués au public.

Vous devez également éviter de divulguer des renseignements importants non publics à quiconque pourrait s'en servir pour acheter ou vendre des titres. La divulgation de renseignements privilégiés peut contrevenir aux lois et peut entraîner des sanctions pour toutes les parties concernées, y compris Capital One. Pour de plus amples renseignements, consultez la politique relative aux lois sur les valeurs mobilières.

Les renseignements importants non divulgués au public peuvent être fournis uniquement aux collègues qui ont besoin de les connaître dans le cadre de leurs fonctions. Si vous avez accès à des renseignements de cette nature, vous n'êtes pas autorisé à vous en servir pour acheter ou vendre des titres, des actions ou des instruments dérivés avant le deuxième jour ouvrable suivant la divulgation publique des renseignements. Même si des annonces publiques sont faites au sujet de certains renseignements privilégiés, vous ne pouvez divulguer de renseignements si vous savez qu'ils sont toujours confidentiels.

Les mêmes restrictions s'appliquent lorsque vous négociez des actions des partenaires commerciaux de Capital One; vous ne pouvez utiliser aucun renseignement important non public auquel vous pourriez avoir accès au sujet de l'entreprise à votre avantage personnel ou d'une façon qui pourrait nuire à l'image ou à la réputation de Capital One. Vous devez également éviter de divulguer des renseignements importants non publics à quiconque pourrait s'en servir pour acheter ou vendre des titres.

Si vous n'êtes pas certain, considérez que les renseignements sont importants et non publics et ne les utilisez pas. En termes simples, vous ne devez participer à aucune transaction qui pourrait sembler irrégulière.

Les administrateurs et les cadres dirigeants de Capital One doivent respecter les règles supplémentaires de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis (SEC) et devraient revoir ces exigences avant d'effectuer toute transaction sur les titres de Capital One.

Investissements et finances personnels

Évitez d'investir dans des sociétés ayant des liens étroits avec Capital One.

Vous ne devez faire aucun investissement personnel dans une entreprise si cet investissement peut nuire ou sembler nuire à votre capacité à prendre des décisions d'affaires non biaisées au nom de Capital One. Cela comprend les investissements dans des sociétés publiques ou privées qui sont des fournisseurs ou des concurrents de Capital One, qui font des affaires ou participent à des transactions avec Capital One.

Vous ne devez jamais investir dans une entreprise fournisseur si vous participez à la sélection, à l'évaluation ou aux négociations avec ce fournisseur ou si vous supervisez une personne assumant de telles responsabilités. Vous ne devez jamais investir dans une entreprise client si vous avez la responsabilité de traiter avec ce client ou si vous supervisez une personne assumant de telles responsabilités. Pour déterminer si un investissement crée un conflit d'intérêts, qu'il soit réel ou apparent, posez-vous les questions suivantes :

- Est-ce que cet investissement pourrait influencer sur les décisions que je prendrai au nom de Capital One?
- Comment mes collègues percevraient-ils cet investissement? Croiraient-ils qu'il pourrait influencer sur la façon dont je fais mon travail à Capital One?
- Comment cet investissement serait-il perçu par une personne à l'extérieur de Capital One, par exemple un client, un fournisseur, un actionnaire ou les médias?

Si vous avez fait un investissement personnel avant de vous joindre à Capital One qui pourrait susciter de tels problèmes, ou si votre poste à Capital One change de façon à créer un tel conflit d'intérêts ou l'apparence d'un tel

conflit, vous devez le signaler immédiatement à votre supérieur ou au centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur représentant des RH sur place).

Emploi à l'extérieur de Capital One et participation à des conseils d'administration

Faites preuve de discernement dans vos autres intérêts commerciaux.

Faites attention si vous êtes propriétaire d'une entreprise ou si vous avez d'autres intérêts financiers dans une entreprise. Vos intérêts extérieurs pourraient compromettre, ou sembler compromettre, l'accomplissement de vos tâches à Capital One. Vous n'êtes pas autorisé à siéger à un conseil d'administration, à exercer des activités commerciales extérieures ou à occuper un autre poste sans autorisation préalable. Les associés devraient communiquer avec le centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur représentant des RH sur place) pour faire étudier et approuver leur demande avant d'exercer des activités commerciales extérieures, d'accepter un autre poste ou de participer à un conseil d'administration. On étudiera toutes les demandes pour s'assurer qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts et les décisions seront communiquées à l'associé.

Vous ne devez établir aucune relation d'affaires et ne faire aucune transaction au nom de Capital One dans laquelle vous, un proche parent ou un ami a des intérêts directs ou indirects, ou dont vous ou eux pourriez tirer un avantage personnel, si une telle relation ou transaction peut créer une apparence de conflit d'intérêts. Dans certains cas, votre secteur d'activité peut définir des règles plus restrictives que celles présentées dans le Code, ou vice-versa. Dans ces cas, vous devez respecter la règle la plus restrictive.

Cadeaux et divertissements

Objets de valeur offerts par des tiers

N'acceptez aucun traitement préférentiel ou cadeau.

En vertu de la loi américaine sur la corruption bancaire (*Bank Bribery Act*), il est strictement interdit aux associés, dirigeants, administrateurs, agents et représentants de Capital One de demander ou d'accepter par corruption, en leur nom ou pour un tiers autre que Capital One, un objet de valeur de quiconque, y compris les fournisseurs, les fournisseurs de services et les clients actuels ou potentiels de Capital One, visant à les influencer ou à les récompenser pour une transaction de Capital One. Vous ne devriez recevoir aucun traitement préférentiel de la part de clients, de fournisseurs, de fournisseurs de services ou de tiers de Capital One, à moins que ce traitement ne soit offert au grand public, et vice-versa.

Vous ne devez pas solliciter de divertissements ou de cadeaux pour vous ou pour d'autres auprès de toute personne avec laquelle Capital One fait des affaires ou désire faire des affaires. Vous ne pouvez pas accepter de divertissements ou de cadeaux qui pourraient compromettre, ou sembler compromettre, votre travail au nom de Capital One.

Vous ne pouvez pas accepter de cadeaux en argent ou équivalents au comptant de tout tiers dans le cadre de votre association avec Capital One. D'autres cadeaux et courtoisies non sollicités et peu fréquents, y compris des repas et des divertissements, peuvent être acceptables, mais seulement si l'associé respecte les restrictions précisées dans la loi américaine sur la corruption bancaire, et la norme et les procédures de conformité connexes. En plus des exigences précisées dans la loi américaine sur la corruption bancaire et la norme de conformité connexe, les cadeaux et les gratifications doivent être autorisés conformément aux dispositions de la loi américaine sur la corruption bancaire, et à la norme et aux procédures de conformité connexes.

La loi américaine sur la corruption bancaire considère également comme un crime le fait que tout client ou fournisseur actuel ou potentiel offre, par corruption, quoi que ce soit qui a de la valeur au groupe d'initiés mentionné ci-dessus. Vous devez signaler toute offre de ce type à l'assistance téléphonique en matière d'éthique. Pour obtenir la liste complète des exigences pour l'acceptation de cadeaux et de gratifications, des activités acceptables, des étapes à suivre pour accepter en toute légitimité des objets de valeur offerts par une personne ne faisant pas partie de l'entreprise et plus de précisions, consultez la loi américaine sur la corruption bancaire, et la norme et la procédure de conformité connexes. Le non-respect des règles et des exigences établies dans la loi américaine sur la corruption bancaire et la norme et la procédure connexes pourrait être considéré par les procureurs et les organismes de réglementation comme un signe d'acceptation d'un cadeau de valeur par corruption, ce qui pourrait ouvrir la voie à une poursuite criminelle pour les associés ne s'y conformant pas.

Offre de cadeaux et de divertissements.

Si vous pensez offrir des cadeaux ou des divertissements, vous devez vous assurer de ne pas le faire si cela peut être perçu comme des activités inappropriées ou illégales. Les cadeaux doivent toujours être raisonnables et coutumiers selon les circonstances et ne doivent jamais être de l'argent. Les divertissements doivent être pour un motif professionnel valable. Vous ne devez offrir des cadeaux ou des divertissements que si vous en avez reçu l'autorisation. Plusieurs unités commerciales de Capital One ont des lignes directrices particulières au sujet de l'offre de cadeaux et de divertissements. Veuillez vous informer auprès de votre supérieur si vous avez des questions. Veuillez consulter l'article « Exigences en matière de lutte anticorruption » présenté plus loin pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Respectez les restrictions en matière d'emprunts personnels.

Les emprunts personnels par des administrateurs, des dirigeants et leurs sociétés affiliées auprès de Capital One et de ses filiales bancaires sont assujettis à diverses restrictions qu'ils doivent respecter.

Vous ne devez accepter aucun avantage de la part de Capital One qui n'a pas été dûment autorisé et approuvé conformément aux procédures applicables de Capital One, y compris tout prêt ou toute garantie de Capital One sur vos obligations personnelles. De plus, vous ne devez consentir aucun prêt dans un espoir de réciprocité.

Transactions intéressées

Ne faites jamais passer vos intérêts personnels avant ceux de Capital One.

Les transactions intéressées se produisent lorsqu'un associé de Capital One effectue des affaires d'une façon qui fait passer ses intérêts avant ceux de Capital One. Les associés ne doivent pas rechercher de comptes détenus par eux-mêmes, des amis ou des parents, ou de comptes pour lesquels ils sont utilisateurs autorisés, ni y accéder ou les modifier. Les associés ne doivent pas rechercher de comptes détenus par leurs collègues à moins d'avoir un motif professionnel valable de le faire. Les associés ne doivent pas approuver de prolongation du crédit ou de découvert, annuler des frais de crédit, des frais de gestion ou autres, ni effectuer de transactions pour eux-mêmes, des amis ou des parents. Les associés doivent seulement approuver des prolongations du crédit ou de découvert, annuler des frais de crédit, des frais de gestion ou autres pour leurs collègues lorsqu'ils en ont reçu l'autorisation. Il est également interdit aux associés d'accorder personnellement des produits ou des services à un client s'ils savent que ce client a déjà fait une demande de ce produit ou service et que cette demande a été refusée par Capital One. Tous les associés doivent éviter ne fût-ce que l'apparence d'irrégularité lorsqu'ils traitent avec des amis, des parents ou des collègues. Pour de plus amples renseignements, consultez la loi américaine sur la corruption bancaire (*Bank Bribery Act*).

Tirer profit de votre association avec Capital One

Ne profitez pas de votre association avec Capital One pour obtenir des avantages personnels.

Vous ne devez pas utiliser le nom, les biens, les locaux, les relations ou les autres actifs de Capital One à votre avantage personnel ou à l'extérieur du travail. Une utilisation de ces derniers à des fins de bienfaisance ou gratuitement nécessite une autorisation préalable de votre supérieur et l'obtention des avis et des approbations nécessaires, conformément aux politiques de votre unité commerciale et de Capital One.

Concurrence à Capital One

Vous ne pouvez pas faire concurrence à Capital One.

Vous ne pouvez pas tirer personnellement profit d'une occasion d'affaires prévue pour Capital One et que vous découvrez dans le cadre de votre emploi ou de votre poste, ou en exploitant l'information, les actifs ou les autres biens de Capital One. Vous ne pouvez pas faire concurrence à Capital One.

Dans le cadre de votre emploi ou de votre association avec Capital One, à l'exception de ce qui est expressément permis, vous ne pouvez pas, directement ou indirectement :

- faire de la sollicitation au nom d'un concurrent, décourager ou tenter de décourager de faire affaire avec Capital One tout client, fournisseur ou autre personne ou entité avec laquelle Capital One a ou a déjà eu une relation d'affaires ou avec laquelle, d'après ce que vous savez, Capital One a pris des mesures pour établir une relation;
- octroyer des commandes, des contrats et des engagements à des fournisseurs (de biens et de services) en fonction d'un avantage personnel ou d'une faveur accordée à vous ou à une autre personne avec laquelle vous avez une relation personnelle.

IV Déroulement de nos affaires

Pratiques commerciales loyales

Vous représentez Capital One.

Vous représentez Capital One et sa réputation lorsque vous êtes au travail, lorsque vous assistez à des activités liées au travail à l'extérieur de nos locaux, comme des conférences, des réunions, des activités sportives et lorsque vous portez des vêtements aux couleurs de Capital One.

Traitez tout le monde avec équité.

Capital One est déterminée à traiter avec équité ses associés, ses clients, ses fournisseurs et ses concurrents. Il vous est interdit de profiter de manière déloyale de quiconque en manipulant, en dissimulant ou en faisant une utilisation abusive de renseignements privilégiés, en présentant de manière inexacte des faits importants ou en adoptant toute autre pratique commerciale déloyale.

N'exercez pas d'influence indue et ne vous laissez pas influencer indûment par d'autres.

Vous ne pouvez pas solliciter, demander ou accepter au profit de quiconque quelque chose ayant de la valeur de la part de qui que ce soit en échange de la conclusion d'une affaire, d'un service ou d'un renseignement confidentiel. Cela s'applique aussi bien avant qu'après la discussion ou la conclusion d'une telle transaction pour laquelle vous pensez être influencé ou récompensé.

Vous ne pouvez donner aucun cadeau, faveur, divertissement, récompense ou autre article ayant une valeur monétaire qui pourrait influencer ou sembler influencer le jugement ou le comportement du destinataire dans le cadre de son travail.

Ne tentez pas de profiter d'une relation avec un client.

Vous ne devez jamais exiger, demander ou solliciter un avantage dans le cadre d'un testament ou d'un instrument de fiducie d'un client de Capital One. Vous ne pouvez accepter aucun avantage, ni consentir à une disposition visant à vous nommer bénéficiaire ou à vous fournir un avantage en vertu d'un testament ou d'un instrument de fiducie d'un client de Capital One ayant une valeur supérieure à 1 000 \$, ou à son équivalent dans une autre devise.

Aucun associé ou membre de la famille d'un associé ne peut accepter de responsabilité fiduciaire en vertu du testament d'un client, d'une société de fiducie ou d'un autre instrument sans approbation préalable. Les associés devraient communiquer avec le centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur représentant des RH sur place) pour faire étudier leur situation par le comité de gouvernance du code de conduite. Cela ne s'applique pas à un testament, une société de fiducie ou un autre instrument établi par un membre de la famille de l'associé.

Offrez des produits et des services de façon objective.

Les associés de Capital One, leurs parents et amis sont invités à utiliser les produits et services de Capital One pour leurs besoins personnels. Ces produits et services doivent toutefois être fournis aux mêmes conditions qu'aux autres personnes dans une situation semblable.

Vous ne devriez prendre aucune mesure et vous, ou toute personne avec laquelle vous avez une relation personnelle, ne devriez jamais profiter d'un avantage qui vous empêche d'assumer vos responsabilités professionnelles de façon objective et efficace. Toute transaction personnelle de nature financière ou autre avec quiconque a ou envisage avoir une relation d'affaires avec Capital One devrait être conclue selon les modalités normales et habituelles.

Embauche de parents et d'amis

L'embauche de parents et d'amis ne doit pas créer de conflit d'intérêts.

La politique générale de Capital One est d'embaucher, de promouvoir et de garder à son emploi des personnes en raison de leur qualification professionnelle et de leur mérite personnel. Aux fins du présent Code, le terme « parent » désigne : conjoint, parent, enfant, frère ou sœur, membre de la belle-famille, grand-parent, petit-enfant, tante, oncle, cousin germain, nièce, neveu, parent par alliance ou toute personne avec laquelle vous avez une relation personnelle intime, par exemple un conjoint de même sexe, un conjoint de fait ou une autre personne chère. Les amis sont définis comme toute personne avec laquelle vous avez une relation personnelle qui pourrait créer un conflit d'intérêts réel ou apparent.

Capital One n'empêche pas l'embauche de parents et d'amis, sauf si :

- une relation hiérarchique est créée entre deux personnes apparentées;
- un conflit d'intérêts réel ou apparent existe en raison de l'embauche de personnes ayant des relations personnelles à certains niveaux de Capital One ou dans des postes où l'un des associés exerce ou semble exercer de l'influence sur la rémunération, l'évaluation du rendement, la sécurité d'emploi ou d'autres modalités d'emploi de l'autre personne;
- les associés travailleront dans le même service et leur travail pourrait avoir une incidence négative sur la gestion des risques et l'environnement de contrôle de leur secteur en raison de la capacité qu'ils ont de traiter ou de revoir le travail de l'autre personne.

Vous ne devez pas offrir de traitement spécial en matière d'embauche, de promotion ou de rémunération par Capital One à une autre personne en raison d'un lien familial ou personnel avec vous ou avec un autre administrateur, dirigeant ou associé de Capital One. Après votre embauche, vous devez informer la direction si un lien avec une autre personne de votre équipe se développe.

Concurrence loyale et lois antitrust

Vous devez respecter les exigences en matière de concurrence loyale et les lois antitrust.

En général, vous ne devriez jamais discuter de questions de concurrence avec des concurrents. Vous devriez toujours considérer que les exigences en matière de concurrence loyale et les lois antitrust s'appliquent, sauf indication contraire. Vous ne devez jamais discuter ou échanger d'information avec des concurrents dans le but de :

- fixer les prix, y compris fixer des minimums, des maximums ou stabiliser les prix;
- fixer les modalités relatives aux prix, les formules d'établissement des prix, la promotion du commerce, les modalités de crédit, etc.;
- se répartir les marchés, les clients ou les territoires;
- limiter la production;
- truquer un processus d'appel d'offres, y compris s'entendre pour présenter des soumissions trompeuses;
- boycotter un concurrent, un fournisseur, un client ou un distributeur.

Il est essentiel que vous ne preniez jamais de mesures pour empêcher tout autre d'avoir accès au marché ou pour éliminer la concurrence. Toute pratique visant à monopoliser, à tenter de monopoliser ou à profiter de façon abusive d'une position dominante sur le marché est illégale. Le fait de facturer des prix différents à des clients qui sont en concurrence peut également être illégal. Toute violation des pratiques de concurrence loyale et des lois antitrust peut entraîner des sanctions pénales, y compris des peines d'emprisonnement et des amendes importantes pour les personnes en cause et pour Capital One.

N'obtenez jamais de renseignements au sujet de nos concurrents ou n'utilisez jamais de tels renseignements de façon inappropriée.

Pour participer à la concurrence sur le marché, il est souvent nécessaire de recueillir des renseignements au sujet de nos concurrents. Toutefois, certaines techniques pour recueillir des renseignements sont condamnables et peuvent contrevenir à la loi. S'il est généralement légal d'utiliser des renseignements disponibles au public, vous ne devez jamais utiliser :

- les renseignements confidentiels ou exclusifs d'un concurrent, même si quelqu'un vous les offre ou vous les fournit;
- les renseignements confidentiels ou exclusifs sous quelque forme que ce soit en la possession de nouveaux employés au sujet de leurs employeurs précédents;
- les renseignements au sujet de la soumission d'un concurrent si vous participez au processus de soumission, en particulier dans le cas de contrats gouvernementaux.

Ne vous livrez à aucune pratique commerciale déloyale.

Vous ne devriez jamais entrer en concurrence en vous livrant à des pratiques commerciales déloyales, comme :

- dénigrer ou faire de fausses déclarations au sujet de concurrents ou de leurs services;
- voler ou faire usage abusif des secrets commerciaux des concurrents;
- couper les sources d'approvisionnement des concurrents;
- inciter les clients à rompre leurs contrats avec les concurrents;
- offrir des pots-de-vin pour aider nos affaires ou pour nuire à un concurrent.

Pots-de-vin et paiements illicites

N'offrez pas et n'acceptez pas de pots-de-vin ou de paiements illicites.

Aucun fonds ou actif de Capital One ne peut être payé, prêté ou donné comme pot-de-vin, « retour d'ascenseur » ou autre paiement illicite. De même, vous ne pouvez accepter aucun cadeau, prêt ou faveur qui pourrait sembler influencer ou compromettre votre jugement personnel. De plus, vous devez respecter la loi américaine sur la corruption bancaire et toutes les politiques et procédures de Capital One qui s'y rattachent, y compris la norme et les procédures de conformité.

Tous les paiements de biens ou de services doivent être faits conformément aux modalités commerciales habituelles. Les paiements doivent refléter la valeur des biens ou services et doivent être dûment comptabilisés dans les registres comptables et les dossiers de Capital One.

Exigences en matière de lutte anticorruption

Évitez de donner des cadeaux, des gratifications ou d'autres avantages à des fonctionnaires.

Il existe diverses lois qui limitent et interdisent généralement d'offrir des cadeaux (par exemple, repas, divertissements, hébergement et cadeaux) à des fonctionnaires. Vous ne devriez jamais offrir ou accorder un avantage à un fonctionnaire, que ce soit directement ou par l'entremise d'un tiers, si cette action vise, ou pourrait être interprétée comme visant à influencer les décisions du fonctionnaire dans ses fonctions officielles, à le remercier pour une décision déjà prise ou à profiter de sa position. En règle générale, on entend par « avantage » de l'argent ou des paiements, mais un « avantage » peut comprendre tout ce que le destinataire pourrait trouver avantageux ou utile, comme des cadeaux, des faveurs, des modalités de compte ou un traitement avantageux, des offres d'emploi ou de stage, ou tout autre type de traitement particulier ou de considération spéciale.

Vous devriez interpréter ces interdictions au sens large et gérer vos relations avec les fonctionnaires d'une façon qui ne suscite pas même l'apparence d'irrégularité. Si vous avez des questions ou des préoccupations au sujet de vos relations avec des fonctionnaires, communiquez immédiatement avec votre agent de conformité ou avec le groupe juridique qui appuie votre secteur d'activité.

La loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger (*Foreign Corrupt Practices Act* ou FCPA) contient des précisions sur les exigences ci-dessus et prévoit que le fait de donner ou d'offrir quelque chose ayant de la valeur, i) à un fonctionnaire d'un gouvernement étranger ou un intervenant d'un gouvernement étranger, ii) à tout parti politique étranger, dirigeant d'un tel parti ou candidat à une charge publique à l'étranger ou iii) à un membre de la famille des personnes qui précèdent dans le but a) d'influencer toute action ou décision d'un fonctionnaire étranger dans l'exercice de ses fonctions officielles, b) d'inciter un fonctionnaire étranger à poser ou à ne pas poser un geste contrevenant ainsi à son devoir légal ou c) d'obtenir un avantage commercial indu ou d'inciter un fonctionnaire étranger à user de son influence auprès d'un gouvernement étranger pour influencer toute action ou décision de ce gouvernement constitue un acte criminel pour Capital One, y compris pour ses fournisseurs de services et entreprises en participation, et pour ses associés, ses employés contractuels, etc. Les associés devraient garder à l'esprit que les offres moins évidentes comme des prêts à conditions favorables, la remise ou l'annulation d'une dette, etc. faites aux personnes ou aux entités mentionnées ci-dessus sont couvertes par cette loi. Des interdictions similaires pouvant engager des responsabilités pénales s'appliquent au Royaume-Uni et au Canada. Au Royaume-Uni, en vertu de la loi sur la corruption (*Bribery Act*) de 2010, il est interdit de fournir quoi que ce soit de valeur à une autre entité commerciale, y compris à ses employés, à ses représentants et à ses agents, dans le but d'inciter une personne à effectuer une tâche ou une activité de façon irrégulière ou de la récompenser de l'avoir fait. En résumé, une personne associée à Capital One ne devrait donner aucun cadeau de valeur à quelqu'un ne travaillant pas pour l'entreprise afin que cette personne accomplisse un geste ou y renonce de façon irrégulière.

Les associés et les autres personnes ayant un comportement qui contrevient à ces règles de lutte anticorruption peuvent encourir des responsabilités aussi bien civiles que pénales, tout comme Capital One et toute personne responsable de surveiller les personnes ou les activités d'entreprise en question. N'oubliez pas, les constituants externes considéreront que tout associé ayant ignoré de manière irresponsable de possibles activités criminelles a intentionnellement accompli ou permis l'acte criminel. L'ignorance volontaire n'est pas une solution, mais une partie du problème. En outre, comme cela est mentionné ci-dessus, un acte commis par une tierce partie en notre nom ou à notre demande sera considéré comme ayant été accompli par Capital One et peut donner lieu à des actions en responsabilités individuelle et corporative.

Avant de faire des affaires dans un pays étranger, les secteurs d'activité devraient d'abord communiquer avec un agent responsable de la lutte contre la corruption à l'étranger pour obtenir de l'aide supplémentaire. Pour en savoir plus sur les pratiques de lutte contre la corruption de Capital One, y compris pour consulter une description des rôles et responsabilités associés au programme de lutte contre la corruption à l'étranger de Capital One, consultez la Norme relative à la lutte contre la corruption à l'étranger (5300.1.022).

Respectez toutes les exigences en matière de contrat avec le gouvernement.

Si vous participez à un appel d'offres ou si vous fournissez des services dans le cadre d'un contrat gouvernemental, vous devez connaître et respecter toutes les règles applicables. Des règles particulières s'appliquent lorsque le gouvernement est notre client et ces règles peuvent dans certains cas être très différentes de celles qui s'appliquent aux clients commerciaux. Toute violation peut entraîner des sanctions civiles et criminelles et peut empêcher Capital One de conclure des contrats avec le gouvernement à l'avenir.

Respectez nos règles relatives aux procédures gouvernementales.

Dans la plupart des situations, si des agents d'application de la loi ou d'autres fonctionnaires communiquent avec vous dans le cadre de vos fonctions, vous devriez communiquer immédiatement avec le Service juridique. Toutefois, les associés n'ont pas à divulguer à Capital One qu'une entité gouvernementale ou réglementaire a communiqué avec eux relativement à une violation potentielle d'une loi, d'une règle ou d'un règlement fédéral, provincial ou local, n'ont pas besoin de l'autorisation de Capital One pour donner des renseignements sur une telle violation à une entité gouvernementale ou réglementaire, et n'ont pas à indiquer à Capital One qu'ils ont fait une telle divulgation.

Les renseignements que vous fournissez à des agents d'application de la loi ou à des fonctionnaires doivent être entièrement véridiques. Si vous recevez une citation à comparaître liée à Capital One ou à votre travail, communiquez immédiatement avec la boîte aux lettres des citations à comparaître de la RFPA (*Right to Financial Privacy Act*). Si vous apprenez l'existence d'un litige en cours, imminent ou envisagé, d'un examen ou d'une enquête gouvernementale, vous devez communiquer immédiatement avec le Service juridique. Conformément à la politique sur les ordonnances de conservation, vous devez également conserver tous les dossiers et documents qui peuvent être pertinents pour la citation à comparaître, le litige ou l'enquête, y compris tout dossier qui peut sinon être automatiquement détruit ou effacé (comme des courriels et des messages vocaux).

Soyez prudent lorsque vous faites des affaires à l'échelle internationale.

Capital One doit gérer ses affaires conformément aux restrictions commerciales applicables, aux contrôles à l'exportation ou aux lois et règlements antiboycottages imposés par divers pays. Vous ne devez prendre aucune mesure, fournir aucun renseignement ou faire aucune déclaration qui pourrait être perçu comme une participation à un boycottage étranger illégal. Si vous recevez des demandes de renseignements au sujet d'un boycottage, qu'elles soient verbales ou écrites, vous devriez en informer immédiatement le Service juridique. Lorsque vous faites des affaires à l'échelle internationale, suivez toute ligne directrice des services de sécurité de l'entreprise et des TI en ce qui concerne la sécurité des données et des renseignements.

Ne mélangez pas les activités politiques personnelles et celles de l'entreprise.

Capital One vous encourage à participer à la vie politique et à appuyer les candidats, les partis ou les initiatives de votre choix. Vous devez toutefois le faire dans vos temps libres, en utilisant vos propres ressources. Vous n'êtes pas autorisé à utiliser vos heures de travail ou tout local ou équipement de Capital One pour de telles activités.

Aux États-Unis, les contributions politiques de Capital One sont strictement réglementées, tout comme l'utilisation des installations de Capital One pour des activités politiques. Tout paiement envisagé par Capital One à des fonctionnaires, des candidats à une charge publique, des partis politiques ou des initiatives populaires doit être autorisé au préalable par le service des Affaires gouvernementales. Vous ne devez pas faire de contributions non monétaires, comme l'utilisation des installations, des services ou des autres actifs de l'entreprise, ou travailler à une campagne politique à titre de représentant de Capital One. Vous ne devez pas utiliser les fonds de Capital One pour acheter des billets pour un souper politique ou toute autre activité dont les profits servent à appuyer un candidat ou un parti politique.

Vous devez faire attention de ne pas utiliser les fonds de l'entreprise indirectement pour faire des contributions politiques et vous ne devriez jamais demander le remboursement de contributions personnelles. Les contributions et les autres activités politiques ne doivent pas être prises en compte lors de la détermination de votre prime, de votre salaire ou de toute autre rémunération. Vous ne pouvez pas mettre sur pied un comité d'action politique au nom de Capital One sans autorisation préalable du service des Affaires gouvernementales. Dans certaines régions des États-Unis, vous pourriez devoir vous inscrire comme lobbyiste si vous avez des contacts avec des fonctionnaires ou avec des personnes qui tentent d'influencer les législations, l'établissement des règles ou les décisions officielles.

Ne participez pas à des transactions liées à des boycottages étrangers non autorisés.

Capital One est assujettie aux dispositions antiboycottages de la loi américaine sur l'administration des exportations (*Export Administration Act*), qui décourage et interdit parfois aux banques américaines d'effectuer des transactions liées à des boycottages étrangers non autorisés. Pour ces motifs, les « boycottages étrangers non autorisés » désignent les sanctions visant les pays qui ont des relations amicales avec les États-Unis et qui ne sont pas assujettis aux sanctions économiques appliquées par les États-Unis. Si les associés de Capital One voient un libellé de la convention réel ou envisagé qui pourrait faire en sorte que Capital One participe, de quelque façon que ce soit, au boycottage d'un pays tiers par un pays étranger, les associés doivent signaler immédiatement la situation à l'assistance téléphonique en matière d'éthique, marquant la question comme « boycottage illégal » potentiel lorsqu'ils le font.

Les lettres internationales de crédit sont les plus susceptibles de poser problème en vertu des dispositions antiboycottages, mais tout contrat pourrait se révéler problématique. Afin d'aider Capital One à continuer à se conformer au mandat antiboycottage du gouvernement des États-Unis, les associés devraient, entre autres choses, rechercher : i) un certificat prouvant que les biens ne proviennent pas d'un pays boycotté (toutefois, un certificat d'origine positive est légal); ii) un certificat prouvant que l'importateur ou l'exportateur ne fait pas affaire avec un pays boycotté; iii) un certificat prouvant que le fournisseur de biens ou de services n'apparaît pas sur la liste noire d'un pays boycotté; ou la phrase « Ne négociez pas avec des banques qui se trouvent sur une liste noire », ou une condition à cet effet.

V Travailler ensemble

Diversité

Respectez les autres.

Capital One met sur pied et promeut un milieu de travail accessible à tous et qui valorise leurs capacités particulières, leurs forces et leurs différences. Nous nous attendons à ce que vous respectiez et acceptiez la diversité chez vos collègues, clients, fournisseurs et chez toutes les personnes avec lesquelles vous interagissez dans le cadre de votre travail.

Égalité d'accès à l'emploi

Traitez toutes les personnes de façon égale.

Capital One prend toutes ses décisions relatives à l'emploi en tenant compte des principes d'égalité d'accès à l'emploi et d'action positive. Capital One est déterminée à embaucher, développer, promouvoir et déterminer les modalités et conditions d'emploi sans égard aux éléments suivants chez une personne : sexe, race, couleur, âge, origine nationale, religion, invalidité, information génétique, état matrimonial, orientation sexuelle, identité sexuelle ou changement de sexe, citoyenneté, grossesse ou maternité, statut d'ancien combattant ou tout autre statut protégé par la législation nationale, fédérale, provinciale ou locale applicable. Dans certains cas, les lois et les règlements locaux peuvent offrir une protection supérieure à celle qui est indiquée aux présentes¹. Les associés sont alors couverts par les lois des autorités locales.

Discrimination et harcèlement

Vous ne devez jamais harceler ou exercer de discrimination contre d'autres personnes.

Capital One est déterminée à offrir un milieu de travail exempt de toute forme de discrimination, y compris le harcèlement, et vise à promouvoir un environnement qui favorise la libre circulation de l'information, les idées créatives et la flexibilité. La discrimination sous quelque forme que ce soit, y compris le harcèlement, afférente à tout statut ou à toute activité protégé par la loi applicable ou par la politique de l'entreprise est inappropriée et Capital One ne la tolérera pas en milieu de travail.

Comme la discrimination et le harcèlement peuvent prendre plusieurs formes, les associés doivent éviter tout comportement pouvant être perçu comme tel par d'autres. Capital One enquêtera sur toutes les allégations de discrimination et de harcèlement et prendra des mesures correctives rapides et appropriées. Vous devriez signaler toute situation de discrimination ou de harcèlement à votre supérieur ou communiquer avec le centre des relations avec les associés (les associés au Royaume-Uni doivent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe; les associés en Inde avec leur représentant des RH sur place).

Les associés qui font de la discrimination, qui harcèlent ou qui exercent des représailles contre des personnes ayant formulé des plaintes pour discrimination ou harcèlement feront l'objet de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement. Pour de plus amples renseignements, consultez la politique en matière de ressources humaines.

¹ Par exemple, au Royaume-Uni, les croyances philosophiques font partie des facteurs de discrimination interdits.

Drogue, alcool et autres substances enivrantes

Vous ne devez pas travailler avec les facultés affaiblies.

Vous ne devez pas être en possession, consommer, vendre, acheter ou échanger d'alcool, de substances contrôlées ou de substances enivrantes sur les lieux de travail et dans les véhicules de Capital One ou durant les heures de travail. La consommation légale de médicaments sur ordonnance n'est pas interdite par la présente politique. La consommation d'alcool sur les lieux de travail de Capital One ou durant les heures de travail est également interdite, sauf pour les personnes ayant l'âge légal de consommer de l'alcool qui participent à des activités organisées par Capital One et approuvées au préalable par leur supérieur. Vous ne devez pas avoir les facultés affaiblies par l'alcool, des substances contrôlées (sauf lorsqu'une telle consommation est faite légalement à la suite d'une ordonnance) ou des substances enivrantes durant les heures de travail, peu importe quand vous avez consommé l'alcool, les drogues ou les substances enivrantes. Tout associé ne respectant pas la présente politique peut faire l'objet de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement. Nonobstant ce qui précède, le fait d'être en possession, de donner ou de recevoir (par exemple, en cadeau) une bouteille d'alcool non ouverte sur les lieux de travail, dans les véhicules de Capital One ou durant les heures de travail ne constitue pas une violation à la présente politique.

Afin de garder un milieu de travail sans drogue, Capital One peut exiger que ses associés passent un test de dépistage de drogues dans les circonstances suivantes :

- lorsque des motifs raisonnables existent et justifient un test de dépistage de drogues;
- lorsqu'il y a un danger physique évident et immédiat pour l'employé, les autres employés ou le grand public;
- lorsque les employés ont l'occasion de faire tester de nouveau leurs échantillons de test de dépistage de drogues par un centre d'analyse certifié des tests de dépistage de drogues.

Un employé qui refuse de consentir à un test de dépistage lorsqu'on lui en fait la demande peut faire l'objet de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement. Les exemples possibles de refus comprennent, mais non de façon limitative : le refus de se conformer au processus, l'omission, sans une explication médicale valable, de fournir un échantillon d'urine adéquat après avoir reçu un avis d'analyse d'urine ou le fait d'avoir un comportement qui nuit manifestement au processus du test, ainsi que le fait de quitter les lieux d'un accident de travail.

Tout renseignement provenant de tests de dépistage de drogues et d'alcool d'un employé restera confidentiel dans la mesure où la loi l'exige.

Santé et sécurité

Favorisez un milieu de travail sain et sécuritaire.

La sécurité des associés et des employés contractuels est une préoccupation importante. Capital One a comme politique de respecter toutes les lois et tous les règlements applicables en matière de santé et de sécurité et de s'assurer que tout le travail est effectué de façon sécuritaire et responsable. Chaque lieu de travail a défini des règles et des procédures en matière de sécurité qui doivent être respectées. Vous devez également être attentif aux risques pour la sécurité lorsque vous effectuez votre travail et signaler tout problème de sécurité au service de soutien des Solutions en milieu de travail. Vous devez signaler les accidents de travail à votre supérieur et au service de sécurité de l'entreprise.

Condamnations criminelles

Vous devez signaler immédiatement toute condamnation criminelle dont vous faites l'objet.

Dans la mesure permise par la loi, vous devez immédiatement signaler à Capital One toute condamnation ou toute entente de participation à un programme de déjudiciarisation avant un procès ou à tout programme semblable pour une infraction criminelle relative à la malhonnêteté, à un abus de confiance, au blanchiment d'argent et au trafic de drogues, de même que toute condamnation pour des crimes violents (y compris des crimes sexuels violents) et haineux. Aux États-Unis et au Canada, les associés doivent communiquer avec le centre des relations avec les associés et présenter une copie des documents judiciaires détaillant la condamnation ou la participation à un programme de déjudiciarisation avant un procès et une déclaration expliquant les circonstances de la condamnation. En Europe, les associés doivent informer leur supérieur, ou s'ils désirent que leur dossier demeure confidentiel, ils peuvent communiquer avec le centre d'assistance des RH d'Europe. L'omission d'un tel signalement pourrait entraîner des mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au congédiement. Une condamnation ou la participation à un programme de déjudiciarisation avant un procès pour une infraction criminelle relative à la malhonnêteté, à un abus de confiance, au blanchiment d'argent, de même que toute condamnation pour des crimes violents (y compris des crimes sexuels violents) et haineux peuvent constituer un motif de congédiement.

Si la loi le permet, les associés doivent également avertir Capital One de tout mandat d'arrestation ou de toute accusation pour une infraction criminelle relative à la malhonnêteté, à un abus de confiance, au blanchiment d'argent et au trafic de drogues, et à des crimes violents (y compris des crimes sexuels violents) et haineux. Les arrestations et les accusations qui ne donnent pas lieu à une condamnation ou à une participation à un programme de déjudiciarisation avant un procès ne sont pas à elles seules un motif de congédiement ou de mesure disciplinaire, mais l'omission de signaler un mandat d'arrestation, une accusation ou les faits et circonstances entourant une arrestation ou une accusation pourrait entraîner des mesures disciplinaires, y compris le congédiement.

Les associés qui occupent des postes soumis à des exigences réglementaires supplémentaires (comme les postes visés par la FINRA) sont assujettis à d'autres exigences de signalement d'accusations et d'infractions criminelles et doivent respecter les exigences de ces postes.

Pour de plus amples renseignements, consultez la politique en matière de ressources humaines.

Violence en milieu de travail

Signalez immédiatement toute menace ou tout acte de violence en milieu de travail.

Capital One est déterminée à maintenir un milieu de travail sûr et sécuritaire et ne tolérera aucun acte ou menace de violence en milieu de travail. La violence en milieu de travail consiste en tout acte ou toute menace de violence ou d'agression dirigés contre des associés, des fournisseurs, des clients ou des visiteurs, qui cause ou qui entraîne un risque de lésion physique ou de traumatisme émotif, ou qui compromet la sécurité et la productivité des associés. Cela peut comprendre :

- la possession d'armes en milieu de travail;
- la traque furtive;
- la menace d'agression ou l'agression;
- l'envoi de communications harcelantes ou menaçantes;
- tout autre comportement hostile.

Vous devez signaler tout acte ou menace de violence, que la violence soit dirigée vers vous ou que vous soyez témoin de violence dirigée vers d'autres. Capital One fera une enquête approfondie sur tous les signalements de violence.

Note : La présente politique est traduite en français de manière à ce qu'elle soit bien comprise des sociétés affiliées au Canada. Cette traduction est approuvée par un traducteur français, qui a attesté qu'il s'agit d'une traduction juste de la version anglaise. La version française comporte le même numéro de document, mais est conservée dans un dossier différent pour la gestion des futurs renouvellements.

Note : La présente politique régit tous les bureaux et les entités de Capital One, y compris les filiales, à l'exception de celle des Philippines, qui aura une version modifiée correspondant aux lois particulières de ce pays.

